

Burundi : L'usage inopportun du terme "génocide" peut se révéler dangereux

@rib News, 04/12/2015 - Source African Voices Les medias, la rhétorique du génocide et les prophétes du conflit ethnique au Burundi Valeria Alfieri - phd Sorbonne, Paris Tous ceux qui s'intéressent aux dynamiques socio-politiques des pays d'Afrique centrale connaissent ou sont supposés connaître le rôle néfaste que peuvent jouer certains dans les pays en conflit, comme au Rwanda, au Burundi, ou en ex-Yougoslavie, où ils ont nourri la haine et les divisions et ils ont servi d'outil de propagande des groupes antagonistes et d'instrument d'incitation à la violence de masse.

Les medias de la haine(1) voici comment ont été utilisés ces moyens d'information qui, manipulés par les médias au pouvoir et au service d'intérêts personnels, sont devenus des vecteurs de guerre et ont contribué à l'escalade des crises sanglantes. «D'une façon générale, on constate aujourd'hui que l'issue des guerres et des conflits de violence que jamais de la maîtrise de l'information et de la communication»(2) estime Renaud de la Brosse. Les medias sont des instruments puissants qui peuvent être créés, utilisés et manipulés pour orienter l'opinion publique et façonner la perception d'une crise ou d'un conflit. Les radios, en particulier, recouvrent un rôle primaire comme instrument d'information et, par conséquent, comme instrument de manipulation et désinformation, surtout dans des pays où la presse écrite n'est pas encore largement répandue. «En faisant appel aux bons vieux procédés de notation en veillant les instincts les plus primaires et en véhiculant des archétypes culturels ou clichés de médias qui contribuent parfois au déclenchement de guerres sanglantes : les nombreux exemples de l'ex-Yougoslavie et du Rwanda, pour ne prendre que les cas les plus extrêmes, sont là pour nous rappeler que les médias peuvent être des vecteurs de guerre et que, bien souvent, la guerre médiatique précède de la véritable guerre»(3) ajoute encore de la Brosse. Là au Burundi, avant et pendant la guerre de 1993, les medias ont été au cœur de la crise politique. Créés et manipulés par des hommes politiques et des groupes liés au pouvoir, ils ont attisé la haine et la peur, ils ont nourri l'animosité entre «nous» et «les autres», incitant ainsi à la violence. La diffusion d'alarmismes, menaces, prémonitions adressées à la population et utilisées à des fins politiques ou de visibilité médiatique peut avoir des conséquences plus graves de ce que l'on peut imaginer, et la plume d'un journaliste peut facilement se tacher de sang. Cela ne concerne pas seulement les medias locaux, mais aussi la presse internationale qui souvent, lorsqu'elle s'agit de questions à caractère ethnique, subit l'influence de clichés et préjugés ayant du mal à sortir des ornières de l'exotisme. Les journalistes courent le risque d'adopter «consciemment ou inconsciemment les méthodologies propagées par des lobbies internationaux, par un groupe antagoniste, sympathisant ainsi pour l'un des acteurs en jeu en fonction de la manière dans laquelle les informations sont «sélectionnées». Et voilà comment un reportage peut forger et modifier la réalité sur le terrain, manipulant ainsi l'information. L'historien et expert du Burundi Jean-Pierre Chrétien reporte(4) à ce propos un exemple éloquent : au cours des mois de mars et avril 1995 à l'occasion du premier anniversaire du génocide rwandais des journalistes débarquaient au Burundi pour filmer ce qui, pour eux, allait bientôt s'avérer : un «deuxième génocide», après celui du Rwanda. Mais le Burundi n'était pas et il n'est pas le Rwanda, et en 1993 il y a eu une guerre civile et un génocide. Néanmoins, une telle attitude est malsaine dans la mesure où les mots ont un impact sur la réalité, comme le témoigne A. Ould Abdallah(5) qui, durant la première partie de la guerre civile burundaise, était le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies Boutros Ghali au Burundi : «En disant et en répétant à toutes les antennes du monde que le Burundi allait exploser, qu'il fallait faire quelque chose, que le pays avait commencé, que le pays était au bord du gouffre, qu'on s'apprêtait à y commettre un deuxième génocide au compte-gouttes. C'était déjà en cours. Toutes ces prises de parole, irresponsables mais crédibles par rapport au génocide de 1994 au Rwanda, et surtout par la légèreté du bon humanitaire à laquelle les medias succombent si facilement, ont énormément nui au Burundi en le déstabilisant chaque jour en peu plus (à l'époque). En jouant les Cassandres, alors qu'une blouse blanche ne faisait d'eux ni des prophètes ni des analystes politiques avisés, ils ont accredité que le pire était certain. Le monde extérieur a renvoyé au Burundi une image haineuse d'eux-mêmes, au risque qu'ils se conformeraient». De cet extrait nous pouvons en tirer plusieurs réflexions. Tout d'abord, la tendance à comparer le Burundi au Rwanda, deux pays très différents dans leur structure politique et sociale mais qui continuent, à tort, d'être considérés comme des pays «jumeaux». Ensuite la facilité par laquelle les journalistes, blogueurs, etc., donnent des analyses et des prévisions dans un pays dont ils s'intéressent essentiellement lorsque une crise est en cours, ou un «exotisme» médiatique est supposé imminent, et où probablement ils n'ont pas mis les pieds auparavant. Enfin, certains narrateurs, en donnant crédit à la thèse qu'un génocide et/ou un massacre ethnique est sur le point d'avoir lieu, renvoient aux populations intéressées une image néfaste d'elles-mêmes. Dans un contexte de peur, d'instabilité, de la peur, de frustration et de la violence, les évocations et les rappels des éventuels génocides et massacres inter-ethniques finissent par créer un faux ennemi, un bouc-émissaire, alimentant la méfiance et la suspicion à l'égard de l'État. Dans un contexte de déstabilisation, la manipulation de l'information et l'évocation médiatique du même scénario produisent une mise en scène de la narration et contribuent à la création de la réalité, avec le risque que les populations intéressées s'identifient et se conforment. Les politiciens créent des prototypes afin de garder ou de conquérir le pouvoir, et lorsqu'ils ont le contrôle des moyens d'information, ils les utilisent en tant qu'instruments de lutte. Les medias locaux deviennent ainsi des instruments de violence. Les medias internationaux, de leur côté, peuvent devenir inconsciemment un outil des acteurs en conflit, s'interdisant une analyse lucide et objective. Il arrive parfois qu'ils reprennent la propagande d'une des parties en lutte, participant à la reproduction du conflit et nourrissant l'instrumentalisation politique. Tous ceux qui écrivent sur des contextes sensibles portent sur leurs épaules le poids d'une grande responsabilité, avec laquelle ils doivent faire les comptes. Il s'avère alors nécessaire de soupeser consciemment les mots : À Tzeu lou dit : Si le prince de Wei vous attendait pour régler avec vous les affaires publiques, à quoi donneriez-vous votre premier soin ? «A rendre à chaque chose son vrai nom» répondit le Maître. Vraiment ? «répliqua Tzeu Maître, vous vous éloignez loin du but. A quoi bon cette rectification des noms ? Le Maître répondit : Que tu es rustre ! Un homme honorable se garde de se prononcer sur ce qu'il ignore(6)». Les medias burundais et les medias

internationaux En 1993 les medias burundais étaient très politisés. Comme le dit de la Brosse, ils ont commencé la guerre avant la véritable guerre, alimentant le conflit et exacerbant les antagonismes politiques. Le scénario médiatique du Burundi de l'« après-guerre », par contre, était très différent, et a vu une prolifération de medias privés jouissant d'une certaine autonomie du pouvoir central. Radios et journaux ont embrassés le pluralisme, défendu le droit à s'exprimer librement, propagé une idéologie pacifiste et contribué largement à la diffusion de valeurs démocratiques. Aujourd'hui malgré la fermeture des medias privés à cause de la crise politique en cours, les journalistes résistent, et font recours à d'autres canaux d'informations, comme les réseaux sociaux, devenant ainsi l'embellie d'un Burundi libre et rempart de la parole publique, du droit à critiquer, du droit à dénoncer et à s'informer. Le travail des journalistes burundais hutu et tutsi, a favorisé la réconciliation ethnique, et les medias se sont dressés pour la défense de la citoyenneté contre l'ethnicité, de l'unité des burundais contre les tentatives de divisions et manipulations(7). « Les radios ont donc développé l'esprit critique et les réflexes citoyens en confrontant la population à des positions diversifiées et parfois contradictoires sur les ondes. Dénonçant les abus, posant des questions audacieuses aux responsables politiques, rompant le silence autour de certains sujets tabous, elles ont remporté la confiance des auditeurs et changé la face de ce pays en renforçant le processus démocratique » a écrit Eva Palmas(8). Si on déplace le regard sur les medias internationaux en général, et plus particulièrement sur ceux italiens, on constate des dynamiques différentes de celles d'icelles plus haut et, parfois, contrastées. Certains medias, en fait, sont encore imbibés d'anciens clichés et continuent à confondre et comparer encore trop souvent le Burundi et le Rwanda. D'un côté, on a l'impression que la majorité des medias internationaux les plus connus qui suivent la crise burundaise gardent une certaine prudence quant à l'usage de langage médiatique excessivement ethnicisant, qui peut donner lieu à des grossières généralisations. Des medias comme Jeunes Afrique(9), RFI(10), VOA(11), Libération(12) demeurent prudents quand il s'agit d'employer le mot « génocide » ou de traiter des questions concernant les rivalités ethniques et l'ethnicité. Si on donne un aperçu aux principaux articles parus sur les sites internet de ces medias (voire les liens dans les notes en bas de page) on peut remarquer qu'aucun d'eux ne se fait tenter par des lectures ethnistes de la crise burundaise actuelle. Néanmoins, on parfois repère des rappels à l'ethnicité dans quelques articles qui font référence à un éventuel danger de massacre ethnique à grande échelle(13), ou qui reportent les déclarations de quelques burundais de la diaspora(14), comme celles excessivement alarmistes de David Gakunzi(15). Heureusement, ce genre de références restent plutôt circonscrites, et elles ont émergé suite aux déclarations « incendiaires » du Président du Sénat burundais(16). Mais la crainte du spectre rwandais a vite été estompée par des chercheurs et des journalistes européens et burundais (ainsi que par des simples citoyens burundais qui sont très actifs sur les réseaux sociaux) qui se sont opposés à un usage trop superficiel du mot « génocide ». L'historienne et experte du Burundi, Christine Deslaurier estime que: « les médias internationaux font effectivement référence au génocide, mais il n'y a pas de comparaison à un tel crime de masse. La rhétorique ethnique ne prend pas auprès de la population. Les Burundais sont méfiants de se voir montés les uns contre les autres en fonction de leur appartenance »(17). D'après Thierry Vircoulon, chercheur à International Crisis Group, ces discours sont « révélateurs d'une mentalité passiviste, plus du tout en phase avec ce que pense la population »(18). Le chercheur burundais, Nicolas Hajayandi estime: « The spread of such alarmist rhetoric can undermine the chances for a diplomatic resolution to Burundi's current political problems, and further instigate tension in an already volatile situation. A more careful and nuanced approach is necessary, if we refer to the rhetoric of an incipient genocide (à l'avenir). International actors declaring the launch of a genocide, when the realities on the ground speak to a low intensity conflict, could become complicit in adding flames to situation that can still be contained. The political maturity of Burundians is evident in their resistance to political manipulation »(19). Mais déjà quelque mois avant, en avril 2014, le journaliste burundais Roland Rugero, appelait à ce « que l'on cesse donc de jouer sur les mots, sur les peurs, en présentant le Burundi comme un pays où une milice hutu est armée par un pouvoir hutu pour s'en prendre à la minorité tutsi ». Et écrivait: « Quand de génocide au Burundi (comme partout ailleurs), ce n'est pas un gouvernement qui est humilié, ni un parti, encore moins une ethnie. C'est ce peuple entier, lui qui se compare par exemple à commémorer pour la 42ème année, un autre génocide. C'est comme si, après tous ces temps, les Burundais n'avaient rien appris ». Les medias italiens En Italie, contre, où la couverture médiatique de la crise burundaise est faible, hormis peu d'analyses(20) la plupart des journaux et sites d'information continuent à utiliser la rhétorique ethnique comme la principale clé de compréhension des dynamiques politiques du Burundi. Non seulement des titres alarmistes propagent l'idée de l'imminence du génocide ou d'une planification du génocide(22) (dont on arrive même à dire qu'on est en train d'assister à des « opérations », l'avis de la majorité des journaux internationaux se limite à l'usage plus approprié de « guerre civile », mais les journalistes arrivent même à déclarer que le génocide serait déjà en marche(23), que des « bandes armées de paysans hutu circulent déjà à l'intérieur du pays(24) ». La comparaison avec le voisin rwandais est à l'ordre du jour(25), et plusieurs chercheurs ont toujours mis en garde sur le risque de « confondre le Burundi et le Rwanda(26) ». Par ailleurs, l'absence d'avertissement sans arrêt d'une menace pressante des FDLR(27) (Front de Libération Rwandais) est en train de donner sur une véritable « invention médiatique »: le Président Nkurunziza aurait été défenestré et le pouvoir serait dans les mains des FDLR, alors que lui, le pauvre ex-Président nagerait en plein délire sous l'emprise de substances psychoactives et loin de la capitale(28). Ces déclarations sont le produit d'un esprit plein d'imagination, et prennent de l'ampleur à cause du manque d'une contre-information fiable, vue la faible attention portée sur les pays d'Afrique saharienne par les medias italiens. Le risque est que une telle désinformation circule rapidement, se reproduit, rebondit, nourrissant l'image d'une Afrique en proie de luttes tribales, une image stéréotypée qui continue à être véhiculée par les analystes » dissociés des réalités africaines. Si faisant les medias au lieu d'avoir un rôle neutre, deviennent acteurs du conflit en cours. La responsabilité des medias et l'importance d'appeler chaque chose par son nom. Le 29 octobre, Réverien Ndikuriyo, Président du Sénat avait « exhorté les élus locaux à travailler en synergie avec les forces de sécurité dans leurs quartiers afin de traquer sans pitié les insurgés », empruntant un registre lexical très proche du langage des medias rwandais qui avaient incité au génocide des tutsi au Rwanda(29). Peu après, le 2 novembre, Pierre

Nkurunziza, le chef de l'Etat, exhorte les forces de l'ordre à « utiliser tous les moyens disponibles » afin de traquer les auteurs d'actes de violence, considérés comme « des criminels, passibles de la loi antiterroriste, [qui] seront combattus en tant qu'ennemis du pays » (30). Ces déclarations ont rappelé les fantômes des années 1990 et mis en alerte la communauté internationale sur le risque d'une guerre civile. Un risque qui, en réalité, était évident dès les premières manifestations anti-troisième mandat (31) et avant même celles-ci. Afin de comprendre ce qui se passe au Burundi il faudrait interroger un certain langage utilisé par le pouvoir et la stratégie politique adoptée, de l'autorité qui passe directement entre les forces politiques sur le terrain, où l'extermination d'une ethnie n'est pas la réalité que les arrestations, les déportations arbitraires, les meurtres concernant tout opposant politique, sans distinctions ethniques. Ceci est autant vraie que des personnalités tutsi influentes font partie et supportent le régime de Nkurunziza et occupent des places importantes. En interrogeant sur cette divergence entre mots et actions du régime on pourra mieux comprendre la stratégie politique du Cndd-Fdd et montrer comment tous ceux qui se prêtent à un usage médiatique de l'ethnicité ne font que participer au jeu du régime burundais. Ces aspects seront analysés plus tard dans un prochain article qui s'occupera plus dans les détails de la crise burundaise. L'usage inopportun du terme « génocide » peut donc se révéler dangereux, et ceux qui en paient le prix ce sont les milliers de citoyens innocents qui vivent à la merci des déclarations des politiciens, des rumeurs, des (des-)informations qui rebondissent ici et là, avec le risque que peut être un régime sanguinaire s'ajoute la méfiance et la paranoïa pour le voisin de maison, le camarade à l'œuvre au travail, etc. Il peut aussi s'avérer que l'identité du pouvoir soit rattrapée et utilisée par l'opposition pour des objectifs différents. Un cas emblématique est celui de Charles Nditije, président du parti Uprona (aile non reconnue par le pouvoir) qui, suite aux déclarations incendiaires du gouvernement burundais a déclaré publiquement qu'un génocide est en cours au Burundi (32). Il faisait référence aux assassinats des membres de l'opposition, mais instrumentalise un concept sans interroger sa portée. Le résultat de tout cela est que les gens s'inquiètent et se sentent désemparés. Voici ce que un jeune habitant de l'un des quartiers contestataires de Bujumbura m'a écrit à ce propos : « Les Accords d'Arusha et la fin de la guerre civile nous les burundais vivions en symbiose et en parfaite entente. Mais avec cette crise le régime a, dès le début, toujours voulu en faire une question d'ordre ethnique, mais sans succès, en disant que la société civile et les médias sont à la tête des manifestations et que le mouvement anti-troisième mandat est guidé par les tutsi contre le régime hutu. Ce qui fait peur c'est que comme il n'y a plus de médias privés et société civile pour tempérer les choses maintenant j'ai peur que ce discours de haine du gouvernement puissent avoir un écho favorable dans les campagnes à cause de l'analphabétisme ». Il y a quelques semaines, un ami qui a récemment quitté le Burundi m'a avoué : « Maintenant nous avons peur. Le régime fait de plus en plus usage d'un discours ethnique dans la provocation. Je sais que dans la rébellion il y a tout le monde, et que ceux qui meurent sont des tutsi comme des hutu, mais jusqu'à quand les burundais vont résister à ça ? Les blessures de la guerre sont encore là il ne faut pas qu'on se trompe, et la peur a le dessus. Et il y a peu de temps le journaliste Roland Rugero écrivait sur facebook que « la rhétorique du génocide en vue nourrit l'ethnicisation du conflit ». Voilà les dynamiques qui s'avèrent au sien de ce pays frappé par plusieurs vagues de violence. Voilà pourquoi les médias ont un rôle important et portent une certaine responsabilité. Avant d'utiliser l'ethnicité comme la clé explicative de toute crise en Afrique sub-saharienne il faut réfléchir à maintes reprises. La globalisation de l'information a à la fois des effets positifs et négatifs, comme toute chose. Les journalistes ont le devoir d'être prudents, de vérifier et de croiser leurs sources. Les lecteurs sont inondés de toute sorte de données, et se trouvent face à l'exigence de devoir attentivement sélectionner les sources d'informations.

Alfieri PhD Sorbonne, Paris 1 http://www.editions-ladecouverte.fr/catalogue/index-Les_m_dias_de_la_haine-9782707124517.html <http://www.courrierinternational.com/article/2003/12/11/les-medias-de-la-haine-enfin-condamnes> 2 <http://archiv2.medienhilfe.ch/topics/delabrosse/RSFHaine.pdf> 3 Ibidem 4 CHRETIEN, J-P., Burundi, la fracture identitaire. Logiques de violence et certitudes à ethniques », Karthala, Paris, 2002. 5 De 1968 à 1985, il a occupé plusieurs postes au niveau ministériel au sein du gouvernement mauritanien, y compris celui de ministre des affaires étrangères. Il a également été ambassadeur de la Mauritanie en Belgique, au Luxembourg, aux Pays-Bas, auprès de l'Union européenne et aux États-Unis. Entre 1985 et 1993, Ould-Abdallah il a travaillé comme conseiller auprès du Secrétaire général des Nations unies sur les questions liées à l'énergie et sur les questions africaines. De 1993 à 1997, il a travaillé comme Représentant spécial du Secrétaire général Boutros Boutros-Ghali au Burundi. En 2002, après avoir été Directeur exécutif de la Coalition mondiale pour l'Afrique, un forum intergouvernemental, il est nommé par le Secrétaire général Kofi Annan, Représentant spécial pour l'Afrique de l'Ouest. Cet extrait, reporté par Jean-Pierre Chrétien, est tiré de son ouvrage La Diplomatie Pyromane : Burundi, Rwanda, Somalie, Bosnie : Entretiens avec Stephen Smith, Calmann-Lévy, Paris, 1997. 6 Extrait des Entretiens, une compilation de discours de Confucio. 7 Lire les travaux de Eva Palmas e Marie-Soleil Frère. 8 PALMAS, E. « Les médias face au traumatisme électoral au Burundi », in Politique africaine, vol.1, n.97, 2005 9 <http://www.jeuneafrique.com/pays/burundi/> 10 <http://www.rfi.fr/recherche/?Search%5Bterm%5D=burundi&Search%5Bpage%5D=1&Search%5Bfilters%5D%5B0%5D=TypeArticle%3Bdoctype%3Barticle%3Barticle> 11 <http://m.voaafrique.com/s?k=burundi&pi=2> 12 <http://www.liberation.fr/recherche/?q=burundi> 13 http://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/11/09/burundi-plusieurs-morts-lors-des-operations-de-ratissage-ordonnees-par-le-pouvoir_4805794_3212.html <http://www.lefigaro.fr/vox/monde/2015/11/10/31002-20151110ARTFIG00126-le-risque-croissant-d-un-genocide-au-burundi.php> http://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/11/08/burundi-les-opposants-fuient-la-capitale-sept-personnes-tuees_4805309_3212.html?xtmc=burundi&xtcr=10 14 http://www.liberation.fr/planete/2015/11/04/au-burundi-c-est-un-genocide-qui-a-commence_1411086 15 http://www.opinion-internationale.com/2015/06/17/un-genocide-se-prepare-entretien-avec-david-gakunzi_35509.html 16 <http://www.internazionale.it/opinione//2015/11/11/burundi-violenze> 17 http://www.lepopulaire.fr/france-monde/actualites/a-la-une/on-en-parle/2015/11/13/burundi-le-spectre-du-genocide_11661722.html 18 http://www.lepopulaire.fr/france-monde/actualites/a-la-une/on-en-parle/2015/11/13/burundi-le-spectre-du-genocide_11661722.html 19 <http://www.dailymaverick.co.za/article/2015-11-15-op-ed-dealing-with->

increasing-insecurity-in-burundi/#.VlizwHYvfIWÂ 20Â Voir les réflexions de l'anthropologue Marta Mosca, mettant en évidence la complexité du contexte socio-politique burundais: <http://www.qcodemag.it/2015/09/20/la-complexite-sociale-del-burundi/> ; la contribution originale de l'anthropologue Giovanni Gugg: <http://frontierenews.it/2015/06/costruire-la-democrazia-in-burundi-una-lezione-anche-per-leuropa/> ; et les articles traduits à l'équilibre publiés sur le site Il Post: <http://www.ilpost.it/2015/11/12/burundi-ruanda-genocidio/> 21Â «œmilizie FDLR e Imbonerakure, coadiuvate da forze polizia e bassa manovalanza hutu arruolata nelle scorse settimane nelle campagne con fiumi di birra e magnifiche promesse, starebbero preparando in queste ore l'attacco definitivo ad alcuni quartieri della capitale del Burundi Bujumbura (Nyagabiga, Murakura, Cibitoke, Ngagara), alla ricerca selettiva di cittadini burundesi di etnia tutsi» (trad: les milices FDLR et les Imbonerakure, ensemble avec la police et des paysans hutu recrutés dans les campagnes et attirés par des litres de bière et beaucoup de promesses, sont en train de préparer l'attaque définitive à certains quartiers de la capitale du Burundi (Nyagabiga, Murakura, Cibitoke, Ngagara), où ils cherchent de manière sélective tout citoyen d'ethnie tutsi) «Â Andrea Spinelli Barrile sur Africa-express: <http://www.africa-express.info/2015/11/07/burundi-sullorlo-baratro-si-rischia-un-nuovo-genocidio-africano/>; «œLe violenze che nelle ultime settimane stanno attraversando il Burundi potrebbero essere il preludio del ripetersi del peggior misfatto della storia africana recente. Parliamo del genocidio nel vicino Ruanda, che, nel 1994, provocò nell'arco di tre mesi lo sterminio di 800mila tra tutsi e hutu moderati» (trad: Les violences qui frappent le Burundi dernièrement pourraient être le prélude à l'un des pires tragédies de l'histoire africaine contemporaine. C'est-à-dire le génocide rwandais de 1994, qui a donné la mort à plus de 800 mille personnes, tutsi et modérés) «Â Marco Cochi su <http://www.eastonline.eu/it/opinioni/sub-saharan-monitor/sulla-crisi-in-burundi-si-allunga-lo-spettro-del-genocidio> 22Â «œLa necessità di mantenere il potere viene identificata ormai chiaramente nella necessità di eliminare tutti i tutsi, considerati -a torto- l'unica fonte di resistenza popolare. Anche se più rozza e meno organizzata di quella ruandese la preparazione della «Soluzione Finale» non è stata improvvisata. Durante i primi due mandati come Presidente, Nkurunziza ha segretamente pianificato l'orribile evento» (trad: la nécessité de garder le pouvoir sera celle d'éliminer tous les tutsi considérés, à tort, comme les seuls opposants au pouvoir. Bien que moins organisée que celle rwandaise la «solution finale» n'est pas improvisée. Pendant ses deux mandats le Président Nkurunziza a secrètement planifié ce terrible événement) «Â Fulvio Beltrami su [L'Indro: http://www.lindro.it/burundi-kora-kora-general-del-genocidio/](http://www.lindro.it/burundi-kora-kora-general-del-genocidio/) 23Â «œDa ieri sera è scattato il piano di genocidio in alcune zone del Burundi, nella fattispecie nella capitale, mentre non sono certe le informazioni relative a massacri che vi sarebbero state nel resto del Paese. Gli ordini sono chiari: sterminare tutti i tutsi e gli oppositori hutu assieme alle loro famiglie» (Trad: Depuis hier soir a commencé le plan de génocide dans certaines zones du Burundi, en particulier dans la capitale. Les informations sur les massacres à l'intérieur du pays, par contre, ne sont pas encore vérifiables. Les ordres sont clairs: exterminer tous les tutsi et les opposants hutu avec leurs familles) «Â Fulvio Beltrami sur [L'Indro: http://www.lindro.it/burundi-iniziato-il-genocidio/](http://www.lindro.it/burundi-iniziato-il-genocidio/) 24Â Fulvio Beltrami su [L'Indro: http://www.lindro.it/burundi-kora-kora-prove-general-del-genocidio/6/](http://www.lindro.it/burundi-kora-kora-prove-general-del-genocidio/6/) 25Â D'ora in poi, au cours de la crise, au mois de mai 2015, une journaliste italienne compare la situation du Burundi au génocide rwandais: «œBurundi violence has worrying similarities to 1994 Rwanda genocide» (trad: Burundi violence has worrying similarities to 1994 Rwanda genocide) «Â Ludovica Iaccino su [ibtimes: http://www.ibtimes.co.uk/focus-burundi-violence-has-worrying-similarities-1994-rwanda-genocide-1501318](http://www.ibtimes.co.uk/focus-burundi-violence-has-worrying-similarities-1994-rwanda-genocide-1501318). 26Â <http://www.jeuneafrique.com/277672/politique/jean-pierre-chretien-ne-pas-tomber-dans-le-piege-dun-amalgame-entre-burundi-et-rwanda/> 27 <http://www.lindro.it/chi-comanda-in-burundi/> 28 www.lindro.it/burundi-nkurunziza-controlla-ancora-il-paese/#sthash.UFNG7aSE.dpuf 28 <http://www.jeuneafrique.com/277636/politique/burundi-appels-a-la-haine-et-ultimatum-a-hauts-risques/> 29 <http://www.jeuneafrique.com/277636/politique/burundi-appels-a-la-haine-et-ultimatum-a-hauts-risques/> 30 <http://www.jeuneafrique.com/277636/politique/burundi-appels-a-la-haine-et-ultimatum-a-hauts-risques/> 31 <http://frontierenews.it/2015/05/il-burundi-tra-speranze-democratiche-e-il-rischio-di-una-nuova-guerra-civile/> <https://africanvoicess.wordpress.com/2015/05/11/violenza-e-democrazia-il-paradosso-dellemanecipazione-socio-politica-dei-giovani-burundesi/> 32 Charles Nditije: « La priorité est que la communauté internationale se mobilise et envoie rapidement des forces pour [stopper] ce génocide qui est en cours », http://www.rfi.fr/afrique/20151116-burundi-pouvoir-opposition-division-declaration-obama-nditije-nyamitwe?ns_campaign=reseaux_sociaux&ns_source=FB&ns_mchannel=social&ns_linkname=editorial&aef_campaign_ref=partage_aef&aef_campaign_date=2015-11-16